

## **Libye : La guerre inévitable de l'OTAN**

À la différence de l'Égypte et de la Tunisie, la Libye occupe la première place de toute l'Afrique en Indice du développement humain et en espérance de vie. L'éducation et la santé y reçoivent une attention spéciale de l'État, le niveau culturel de sa population est sans doute plus élevé. Ses problèmes sont d'une autre nature. La population ne manquait pas d'aliments ni des services sociaux indispensables. Le pays avait besoin d'une importante main-d'œuvre étrangère pour concrétiser ses plans de production et de développement social ambitieux.

Aussi fournissait-il du travail à des centaines de milliers d'Égyptiens, de Tunisiens, de Chinois et d'autres nationalités. Il disposait d'énormes ressources et réserves en devises convertibles, déposées dans les banques des pays riches, ce qui lui permettait d'acheter des biens de consommation, voire des armes perfectionnées, auprès de ces mêmes pays qui veulent aujourd'hui l'envahir au nom des droits humains.

La colossale campagne de mensonges orchestrée par les médias a provoqué une grande confusion dans l'opinion publique mondiale. Il se passera du temps avant qu'on puisse reconstruire ce qu'il s'est vraiment passé en Libye et trier les faits réels des mensonges divulgués.

Des chaînes sérieuses et prestigieuses comme TeleSur ont été contraintes d'envoyer des reporters et des opérateurs dans un camp et dans l'autre pour informer de ce qu'il se passe vraiment.

Les communications étaient bloquées, les diplomates honnêtes risquaient leur vie en parcourant les quartiers et en observant les activités, de jour ou de nuit, pour faire connaître les événements. L'Empire et ses principaux alliés recourent aux moyens les plus perfectionnés pour diffuser des informations dont il faut déduire des brins de vérité. Les visages des jeunes qui protestaient à Benghazi, des hommes et des femmes portant ou non le voile, exprimaient sans aucun doute une indignation réelle.

On peut apprécier l'influence qu'exerce encore la composante tribale dans ce pays arabe où 95 p. 100 de la population est musulmane.

L'Empire et l'OTAN – sérieusement inquiets devant la vague révolutionnaire déclenchée dans le monde arabe qui produit une grande partie du pétrole sur lequel repose l'économie de consommation des pays développés et riches – ne pouvaient pas laisser filer l'occasion du conflit interne surgi en Libye pour promouvoir une intervention militaire. Les déclarations formulées par l'administration étasunienne dès le premier moment ont été catégoriques à cet égard.

Les circonstances ne pouvaient être plus propices. La droite républicaine a, aux élections de novembre dernier, asséné un coup très fort au président Obama, cet expert en rhétorique.

Le groupe fasciste de la « mission remplie », soutenu maintenant sur le plan idéologique par les extrémistes du Tea Party, a réduit les possibilités du président à un rôle tout simplement décoratif ; son programme de santé est en danger, ainsi que la douteuse relance de l'économie à cause du déficit budgétaire et du gonflement incontrôlable de la dette publique qui bat désormais tous les records historiques.

Malgré leur déluge de mensonges et la confusion qu'ils ont semée, les États-Unis ne sont pas parvenus à entraîner la Chine et la Fédération de Russie à faire adopter par le Conseil de sécurité une intervention militaire en Libye, bien qu'ils aient obtenu en revanche l'approbation de leur objectif momentané au Conseil des droits de l'homme. La secrétaire d'État n'a laissé planer aucun doute quant à une intervention militaire : « Nous n'écartons aucune option. »

Le fait est que, comme je l'avais prévu, la Libye est désormais en proie à une guerre civile que les Nations Unies n'ont rien pu faire pour éviter, même si leur secrétaire général a jeté sa bonne part d'huile sur le feu.

Le hic – ce que les différents acteurs n’imaginaient sans doute pas – c’est que les chefs de la rébellion ont déclaré qu’ils refusaient toute intervention militaire étrangère. Selon différentes agences de presse, Hafiz Ghoga, porte-parole du Comité de la révolution, a déclaré le lundi 28 février :

« "C’est le peuple libyen qui libérera le reste du pays". »

« "Nous avons l’armée requise pour libérer Tripoli" – a-t-il assuré en annonçant la formation d’un "Conseil national" pour représenter les villes du pays aux mains de l’insurrection.

« "Ce que nous voulons, ce sont des informations secrètes, mais absolument pas qu’on touche à notre souveraineté aérienne, terrestre et maritime", a-t-il ajouté lors d’une rencontre avec les journalistes dans cette ville située à mille kilomètres à l’est de Tripoli.

Selon une dépêche de l’AFP de lundi dernier, « l’intransigeance des responsables de l’opposition en matière de souveraineté nationale reflétait l’opinion que de nombreux Libyens ont manifestée spontanément à la presse internationale à Benghazi ».

Une professeure de sciences politiques de l’université de Benghazi, Abeir Imneina, a affirmé ce même jour :

« " Il y a un très fort sentiment national en Libye." »

« "De plus, l’exemple de l’Irak fait peur dans l’ensemble du monde arabe", souligne-t-elle, en référence à l’invasion américaine de 2003, censée apporter la démocratie dans le pays, puis par contagion à l’ensemble de la région, un scénario totalement démenti par les faits.

« "On sait bien comment cela s’est passé en Irak, qui se trouve en pleine instabilité, ça ne donne vraiment pas envie de suivre le même chemin. On ne veut pas que les Américains viennent pour finir par devoir regretter Kadhafi". »

« Selon Abeir Imneina, "il y a aussi le sentiment que c’est notre révolution, que c’est à nous qu’il appartient de la faire". »

Quelques heures après la diffusion de cette dépêche, deux des principaux journaux des USA, The New York Times et The Washington Post, s’empressèrent d’offrir de nouvelles versions sur ce point, que rapporte l’agence DPA le 1er mars :

« L’opposition libyenne pourrait demander à l’Occident de bombarder par air des positions stratégiques occupées par des forces fidèles au président Mouammar el-Kadhafi, fait savoir aujourd’hui la presse étasunienne.

« La question est discutée par le Conseil révolutionnaire libyen, précisent The New York Times et The Washington Post dans leurs versions numériques.

« Selon The New York Times, ces discussions traduisent la frustration croissante des chefs rebelles devant la possibilité que Kadhafi récupère le pouvoir.

« Au cas où les actions aériennes se réaliseraient dans le cadre des Nations Unies, cela n’impliquerait aucune intervention internationale, a expliqué le porte-parole du Conseil, cité par The New York Times.

« Le Conseil est constitué d’avocats, d’universitaires, de juges et de notables de la société libyenne.

« The Washington Post a cité des rebelles qui reconnaissent que, sans l’appui de l’Occident, les combats contre les forces loyales à Kadhafi pourraient durer longtemps et coûter beaucoup de vie. »

Il est curieux que cette liste du Conseil ne signale aucun ouvrier, aucun paysan, aucun bâtisseur, aucune personne en rapport avec la production matérielle, ou un jeune étudiant ou un combattant de ceux qu’on voit dans les manifestations. Pourquoi cette insistance à présenter les rebelles comme des membres éminents de la société libyenne en train d’inviter les États-Unis et l’OTAN à bombarder et à tuer des Libyens ?

On saura un jour la vérité à travers des gens comme la professeure de sciences politiques de l’Université de Benghazi, si éloquente quand elle raconte la terrible expérience qu’ont vécue des millions d’Iraqiens, tués, sans abri, sans emploi ou contraints d’émigrer.

Aujourd'hui, mercredi 2 mars, l'agence EFE présente ce porte-parole rebelle faisant des déclarations qui, à mon avis, infirment et confirment à la fois celles de lundi :

« Benghazi (Libye), 2 mars. La direction rebelle en Libye a demandé aujourd'hui au Conseil de sécurité de l'ONU de lancer une attaque aérienne "contre les mercenaires" du régime Mouammar el-Kadhafi.

« "Notre armée ne peut pas lancer des attaques contre les mercenaires en raison de son rôle défensif", a affirmé le porte-parole rebelle Hafiz Ghoga en conférence de presse à Benghazi.

« "Une attaque aérienne stratégique est différente d'une intervention étrangère, que nous refusons", a souligné le porte-parole de forces d'opposition qui se sont montrées contraires à tout moment à une intervention militaire étrangère dans le conflit libyen. »

À laquelle des nombreuses guerres impérialistes ressemblerait celle-ci ?

À celle d'Espagne en 1936, à celle de Mussolini contre l'Éthiopie en 1935, à celle de George W. Bush contre l'Iraq en 2003, ou à n'importe laquelle des dizaines de guerres lancées par les États-Unis contre les peuples d'Amérique, depuis l'invasion du Mexique en 1846 jusqu'à celle des Malvinas en 1982 ?

Sans exclure, bien entendu, l'invasion mercenaire de Playa Girón, la sale guerre et le blocus contre notre patrie, une invasion dont nous fêterons le cinquantième anniversaire le 16 avril prochain.

Toutes ces guerres, comme celle du Viet Nam qui a coûté des millions de vies, ont eu pour points de départ les justifications et les mesures les plus cyniques.

Pour ceux qui doutent encore qu'une intervention militaire aura forcément lieu en Libye, je tiens à citer l'agence de presse AP, que je considère bien informée, dont un dépêche d'aujourd'hui affirme :

« Les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) élaborent un plan d'urgence qui prend pour modèle les zones d'exclusion de vols établies dans les Balkans dans les années 90, au cas où la communauté internationale déciderait d'imposer un embargo aérien sur la Libye, ont affirmé des diplomates. »

Et de conclure :

« Selon ces fonctionnaires, qui devaient conserver l'anonymat en raison du caractère délicat de la question, les options envisagées reprennent l'idée de la zone d'exclusion de vols imposée par l'alliance militaire occidentale sur la Bosnie en 1993, qui eut l'aval du Conseil de sécurité, et lors des bombardements de l'OTAN sur le Kosovo en 1999, QUI NE L'EURENT PAS. »

Quand, s'inspirant de son collègue égyptien Abdel Gamal Nasser, le colonel de l'armée libyenne, Mouammar el-Kadhafi, alors âgé de vingt-sept ans, renversa le roi Idris Ier, il prit d'importantes mesures révolutionnaires comme la réforme agraire et la nationalisation du pétrole. Il consacra les revenus croissants au développement économique et social, en particulier aux services éducationnels et sanitaires de la peu nombreuse population d'un immense pays majoritairement désertique aux rares terres cultivables.

Une mer d'eau fossile très étendue et profonde gît sous ce désert. Et il m'avait semblé, après avoir connu une zone de culture expérimentale, que ces eaux seraient à l'avenir plus précieuses que le pétrole.

La foi religieuse, prêchée avec la ferveur qui caractérise les peuples musulmans, aidait en partie à compenser la forte tendance tribale qui caractérise encore ce pays arabe. Les révolutionnaires libyens élaborèrent leurs propres idées et les appliquèrent dans des institutions juridiques et politiques que Cuba se fit une norme de respecter.

Elle s'abstint absolument d'émettre des vues sur les conceptions de la direction libyenne. Mais je constate clairement que les États-Unis et l'OTAN s'inquiètent surtout, non de ce qu'il

se passe en Libye, mais de la vague révolutionnaire qui déferle dans le monde arabe et qu'ils veulent freiner à tout prix.

Car il est incontestable que, ces dernières années, les rapports des USA et de leurs alliés de l'OTAN avec la Libye étaient excellents..., jusqu'à la rébellion en Égypte et en Tunisie. Aucun dirigeant des pays de l'OTAN ne faisait état de problèmes quand il rencontrait Kadhafi ; la Libye était devenue une source sûre de pétrole de grande qualité, de gaz, voire de potasse. Les difficultés surgies entre eux dans les premières décennies avaient été surmontées. Le pays s'était ouvert à l'investissement étranger dans des secteurs stratégiques comme la production et la distribution du pétrole.

La privatisation avait touché de nombreuses sociétés publiques. Le Fonds monétaire international jouait son rôle béatifique dans la mise en place de ces opérations. Bien entendu, Aznar ne tarissait pas d'éloges envers Kadhafi. Et, à sa suite, Blair, Berlusconi, Sarkozy, Zapatero et jusqu'à mon ami le roi d'Espagne défilèrent sous le regard narquois du leader libyen. Ils étaient heureux.

J'ai l'air de me moquer, mais c'est faux. Car je me demande tout simplement : pourquoi veulent-ils maintenant envahir la Libye et traduire Kadhafi devant la Cour pénale internationale de La Haye ?

On l'accuse du matin au soir d'avoir fait tirer contre des citoyens désarmés qui protestaient. Pourquoi ne dit-on pas au monde que ce sont les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres hôtes illustres de Kadhafi qui lui ont fourni les armes et surtout les équipements de répression sophistiqués qu'il possède ?

Je m'oppose aux mensonges cyniques par lesquels on prétend justifier l'invasion et l'occupation de la Libye.

Ma dernière visite à Kadhafi remonte à mai 2001. Quinze années s'étaient écoulées depuis que Reagan avait attaqué sa résidence plutôt modeste, mais il avait tenu à me faire constater les grandes destructions qu'y avait causées la frappe directe de l'aviation, laquelle avait aussi tué sa petite fille de trois ans... Assassinée par Ronald Reagan ! Il n'y avait pas eu dans ce cas d'accord préalable de l'OTAN, du Conseil des droits de l'homme ni du Conseil de sécurité.

Ma visite antérieure datait de 1977, huit ans après le début de la révolution en Libye. J'avais visité Tripoli ; j'avais participé au Congrès du peuple libyen à Sebha ; j'avais parcouru les zones agricoles où se déroulaient les premières expérimentations à partir des eaux tirées de l'immense mer fossile ; j'avais connu Benghazi où j'avais fait l'objet d'un accueil chaleureux. La Libye était un pays légendaire qui avait été le théâtre de batailles historiques durant la dernière guerre mondiale. Elle ne comptait même pas six millions d'habitants, et ses énormes réserves de pétrole léger et d'eau fossile n'avaient pas encore été découvertes. Et les anciennes colonies portugaises d'Afrique s'étaient déjà libérées.

En Angola, nous avions lutté quinze années durant contre les bandes mercenaires organisées par les États-Unis sur des bases tribales, contre le gouvernement de Mobutu et contre l'armée raciste de l'apartheid, bien équipée et bien entraînée. Celle-ci, obéissant – on le sait aujourd'hui – à des instructions des États-Unis, avait envahi l'Angola en 1975 pour empêcher son indépendance, et ses forces motorisées étaient parvenues aux portes de Luanda. Plusieurs instructeurs cubains moururent durant cette invasion brutale face à laquelle nous dépêchâmes de toute urgence des ressources. Une fois expulsées du pays par les troupes internationalistes cubaines et les troupes angolaises jusqu'à la frontière de la Namibie occupée par l'Afrique du Sud raciste, celle-ci reçut pendant treize ans la mission de liquider la révolution en Angola.

Elle mit au point l'armée atomique avec l'appui des États-Unis et d'Israël. Et elle la possédait déjà quand les troupes cubaines et angolaises mirent en déroute ses forces terrestres et aériennes à Cuito Cuanavale et, bravant les risques, utilisant les tactiques et les moyens classiques, progressèrent jusqu'à la frontière namibienne où les troupes de l'apartheid prétendaient résister. Nos troupes ont, deux fois dans leur histoire, couru le risque d'être

attaquées par ce genre d'arme : en octobre 1962 et dans le Sud angolais, mais, dans ce second cas, même l'arme nucléaire n'aurait pas empêché la défaite de l'Afrique du Sud qui marqua la fin de son système odieux. Tout ceci se passait sous l'administration Ronald Reagan aux USA et sous Pieter Botha en Afrique du Sud.

Nul ne parle de cette aventure impérialiste, ni des centaines de milliers de vies qu'elle a coûtées.

Je regrette d'avoir à rappeler ces faits quand un autre grand risque pèse sur les peuples arabes parce qu'ils ne résignent plus au pillage et à l'oppression dont ils sont victimes. La révolution dans le monde arabe, que redoutent tant les États-Unis et l'OTAN, est la révolution de ceux qui n'ont aucun droit face à ceux qui font étalage de tous les privilèges et elle est donc appelée à être plus profonde que celle qui éclata en Europe à partir de la prise de la Bastille en 1789.

Même Louis XIV, qui proclama : « L'État, c'est moi ! », ne bénéficiait pas des prébendes du roi Abdallah d'Arabie saoudite, encore moins de l'immense richesse qui git sous la surface de ce pays quasi désertique où les transnationales yankees décident de l'extraction du pétrole et contrôlent donc les cours mondiaux de ce produit. Depuis que la crise a éclaté en Libye, l'extraction du pétrole en Arabie saoudite a augmenté d'un million de barils par jour, à un coût minime, de sorte que les revenus de ce pays et de ceux qui le contrôlent s'élèvent, rien qu'à ce titre, à un milliard de dollars par jour.

Mais que personne ne pense que le peuple saoudien baigne dans la richesse. Les récits des conditions de vie de nombreux travailleurs du bâtiment et d'autres secteurs, contraints de travailler treize ou quatorze heures par jour pour des salaires misérables, sont émouvants.

Effrayée par la vague révolutionnaire qui ébranle le système de pillage en place depuis les faits dont les travailleurs ont été les protagonistes en Égypte et en Tunisie, mais aussi par les actions des jeunes chômeurs en Jordanie, dans les territoires occupés de Palestine, au Yémen, et même au Bahreïn et dans les Émirats arabes aux revenus plus élevés, la haute hiérarchie saoudite vit sous l'impact des événements.

À la différence de ce qu'il se passait autrefois, les peuples arabes reçoivent aujourd'hui des informations presque immédiates, quoiqu'extraordinairement manipulées, sur le cours des événements.

Le pire pour le statut des secteurs privilégiés, c'est que les faits – qui sont têtus, on le sait – coïncident avec une hausse considérable des cours des aliments et avec les retombées dévastatrices des changements climatiques, tandis que les États-Unis, le plus gros producteur de maïs au monde, utilisent presque 40 p. 100 de ce produit subventionné et une part importante de leur soja pour fabriquer des biocarburants destinés aux moteurs de voitures. Lester Brown, l'écologiste étasunien le mieux informé au monde sur les produits agricoles, peut nous offrir sûrement une idée de la situation alimentaire actuelle.

Le président bolivarien Hugo Chávez tente un vaillant effort pour trouver un règlement en Libye sans intervention de l'OTAN. Ses possibilités de succès augmenteraient s'il parvenait – ce qui serait un exploit – à créer un vaste mouvement d'opinion avant, et non après, l'intervention, afin que les peuples ne voient pas se répéter dans d'autres pays l'atroce expérience de l'Iraq.

Je conclus ici ces Réflexions.

Fidel Castro Ruz

Le 3 mars 2011

traduction J-F Bonaldi, La Havane

pris sur <http://www.legrandsoir.info/>